

L'état de l'instabilité politique et son impact sur le commerce au Sud-Soudan : Un regard critique

*Edris H. Seid,
Haile Kebret
et
Ali Issa Abdi*

Documents de travail FW-004

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

L'état de l'instabilité politique et son impact sur le commerce au Sud-Soudan : Un regard critique

Par

Edris H. Seid

*Institut de politique économique et sociale de la Corne de
l'Afrique (HESPI)
Addis Abeba, Éthiopie*

Haile Kebret

*Institut de politique économique et sociale de la Corne de
l'Afrique (HESPI)
Addis Abeba, Éthiopie*

et

Ali Issa Abdi

*Institut de politique économique et sociale de la Corne (HESPI)
Addis Abeba, Éthiopie*

CREA Document de Travail FW-004

Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi

Juin 2021

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2021, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Sommaire

Liste des tableaux

Liste des graphiques

Liste des abréviations et des acronymes

Résumé

1	Introduction	1
2.	Revue de la littérature	5
3.	La colère des conflits au Sud-Soudan	9
4.	L'impact du conflit sur le commerce et l'intégration régionale du Sud-Soudan	20
5.	Conclusion et implications politiques	26
	Remarques	28
	Références	30
	Annexes	33

Liste des tableaux

1:	Composantes des comptes nationaux du Sud-Soudan (en millions de monnaie nationale nominale)	11
2:	Contraintes de croissance des entreprises sud-soudanaises (%)	17

Liste des graphiques

1	Dépenses militaires (% du PIB)	10
2	Produit intérieur brut du Sud-Soudan, volume (2010=100)	10
3	Exportations et importations du Sud-Soudan (% du PIB)	12
4	Exportations du Sud-Soudan par produit de base en 2016 (%)	13
5	Commerce du Sud-Soudan (2011-2017)	14
6	Partenaires commerciaux du Sud Soudan en 2016	15
7	Distance à la frontière (DTF) sur les indicateurs du fait de faire des affaires en 2017.	16
8	Réserves totales du Sud-Soudan sans compter l'or par rapport à ses exportations (en millions de dollars US).	18
9	IPC, taux de change nominaux par rapport à l'USD et exportations (en millions de dollars US).	19
10	Exportations du Sud Soudan vis-à-vis du nombre de décès liés au conflit.	20
11	Importations du Sud Soudan vis-à-vis du nombre de victimes du conflit.	21

Liste des abréviations et des acronymes

BAD	Banque africaine de développement
BPD	Baril par jour
CAF	Coût, assurance et fret
CPA	Accord de paix global
CPI	Indice des prix à la consommation
DOTS	Direction des statistiques commerciales
DTF	Distance à la frontière
EAC	Communauté d’Afrique de l’Est
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture
IDE	Investissement Direct Etranger
FFP	Fonds pour la paix
FAB	Fret à bord
PIB	Produit intérieur brut
GoSS	Gouvernement du Sud-Soudan
HESPI	Institut de politique économique et sociale de la Corne
IFS	Statistiques financières internationales
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
FMI	Fonds monétaire international
ITC	Centre du commerce international
RCA	Avantage comparatif révélé
CER	Communautés économiques régionales
SAF	Forces armées soudanaises
SPLA	Armée de libération du peuple soudanais
SRCA	Avantage comparatif révélé symétrique
SS	Sud-Soudan
SSP	Livre sud-soudanaise
UCDP	Programme de données sur les conflits d’Uppsala
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies

Résumé

En décembre 2013, le Sud-Soudan s'est plongé dans une guerre civile suite à la longue querelle entre le président et son vice-président qui a provoqué une énorme crise humanitaire, non seulement dans le pays, mais aussi dans la région. Près de deux millions de Sud-Soudanais résident actuellement en Ouganda, au Kenya, en Éthiopie et au Soudan voisins en tant que réfugiés et demandeurs d'asile. L'étude tente donc d'évaluer l'impact du conflit en cours sur l'économie du pays et le commerce en particulier. La guerre civile a eu un impact considérable sur l'économie sud-soudanaise. La production pétrolière nationale a considérablement chuté, ce qui a entraîné une détérioration des performances économiques. Le PIB du pays s'est réduit d'environ 14 % en 2006 et de 6 % en 2017. Le commerce extérieur, en particulier les exportations (qui sont dominées par le pétrole), a été considérablement entravé par le conflit. Les exportations et les épisodes de conflit (mesurés par le nombre de décès induits par le conflit) semblent fortement corrélés, ce qui suggère un possible effet de rapacité (prix de l'État) - une augmentation des revenus contestables peut accroître la violence en augmentant les gains de l'appropriation - comme cela a été observé dans d'autres pays riches en ressources et exposés aux conflits, tels que la RDC. En outre, la guerre civile a ravagé les infrastructures physiques et affaibli les institutions gouvernementales inexistantes, ce qui a permis au gouvernement du Sud-Soudan de mettre en œuvre les politiques macroéconomiques nécessaires et de faire progresser son processus d'intégration régionale.

1. Introduction

Contexte historique

La République du Sud-Soudan a pris son indépendance du Soudan le 9 juillet 2011 après plus de trois décennies de conflit et d'insécurité et une période de transition de six ans (2005-2011) après la signature de l'Accord de paix global (APG) de 2005. On espérait alors que le pays pourrait exploiter pleinement ses ressources naturelles inexploitées (eau, terres et ressources minérales). En dépit de son énorme potentiel inexploité, le pays a souffert d'un manque de gestion et de développement efficaces de ses ressources naturelles, d'un manque d'institutions publiques et privées performantes, ainsi que d'infrastructures économiques et sociales médiocres. En outre, il y avait un certain nombre de problèmes non résolus avec le Soudan, comme l'utilisation des infrastructures pétrolières, la démarcation de la frontière commune et la division des dettes de l'État. Ces questions non résolues ont entraîné une détérioration des relations entre les deux pays, qui s'est ensuite transformée en conflit interétatique. En 2012, l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) et les Forces armées soudanaises (SAF) ont mené des attaques transfrontalières sur leurs territoires respectifs. La confrontation militaire entre les pays a entraîné l'arrêt de la production pétrolière du Sud-Soudan, ce qui a gravement pesé sur les recettes en devises et les finances publiques des deux pays.

Au milieu de l'impasse frontalière et de l'instabilité politique endémique, le Soudan du Sud a basculé dans la guerre civile et les troubles politiques en décembre 2013, suite à la rivalité entre le président Salva Kiir et le vice-président Riek Machar qui a dégénéré en conflit interethnique. Malgré les nombreux accords de paix signés entre le SPLM/A au pouvoir et le SPLM/A dans l'opposition et sous la médiation des organisations régionales, notamment l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), les deux parties ont entrepris des opérations militaires visant même des civils, en violation des accords. En conséquence, de nombreuses personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et tuées ; à la fin de 2013, on estimait que plus de mille personnes avaient été tuées et que 194 000 personnes étaient déplacées (Spittaels & Weyns, 2014). En juillet 2017, près de deux millions de Sud-Soudanais vivaient dans les pays voisins, principalement en Ouganda, au Kenya et en Éthiopie, en tant que réfugiés et demandeurs d'asile (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés [HCR], 2017), et beaucoup d'autres ont été déplacés à l'intérieur du pays.

Au-delà des déplacements internes et de la crise des réfugiés, la guerre civile sud-soudanaise a également fortement affaibli l'économie. Le conflit et la baisse de la production pétrolière nationale qui s'en est suivie, ainsi que la diminution du prix du pétrole sur le marché international, ont entraîné la détérioration des performances économiques du pays, en particulier après l'éclatement du conflit en 2013. Pour la seule année 2016, l'économie du Soudan du Sud s'est réduite d'environ 14 % (Fonds monétaire international [FMI], 2017a) ; les estimations montrent également qu'en 2017, le PIB du pays a continué à se réduire de plus de 6 % (HESPI, 2017).¹ Le bilan fiscal ainsi que le compte courant du pays ont déjà grimpé en flèche ; en 2016, son déficit fiscal était supérieur à 20 % du PIB, tandis que le déficit du compte courant était supérieur à 86 % en 2016 (Banque mondiale, 2017). La forte détérioration de la balance courante a amené le gouvernement à laisser libre cours à son taux de change, ce qui a entraîné une forte baisse de la valeur de la livre sud-soudanaise (SSP) par rapport au dollar. La dépréciation continue du livre sud-soudanaise a, à son tour, alimenté l'inflation dans le pays. Actuellement, le pays est en état d'hyperinflation, avec des variations annuelles des prix à la consommation enregistrées à 380,1% en 2016 (Banque mondiale, 2017). Le conflit a également aggravé le budget fiscal du pays et le déficit de la balance courante, entraînant une énorme baisse des réserves de change et une hausse de la dette intérieure et extérieure (Banque africaine de développement [BAD], 2017). L'instabilité politique a entraîné un rationnement du crédit par les prêteurs extérieurs en 2016, à l'exception de quelques avances pétrolières à court terme ; en conséquence, la dette extérieure totale s'est donc maintenue à environ 1 milliard de dollars US jusqu'en 2016 (FMI, 2017).

Le pays s'est concentré sur l'urgence, la gestion des conflits et la consolidation de la paix, ce qui l'a empêché de s'engager dans la voie d'un développement économique durable, notamment en ce qui concerne le commerce avec les pays voisins et les autres régions. Afin de permettre aux décideurs politiques d'apprécier l'impact du conflit récurrent sur le commerce mondial et régional du pays et de les aider à trouver les moyens de maximiser les marchés d'exportation, cette recherche examine l'impact de l'instabilité politique actuelle sur l'économie globale du pays et sur son secteur commercial en particulier. L'évaluation aide également à trouver la voie du commerce futur du pays et à s'aligner sur les pays voisins dans la poursuite de l'intégration régionale.

Objectifs de l'étude

En dehors du faible nombre de rapports émanant des organisations internationales, il n'y a pas eu d'étude approfondie évaluant l'impact du conflit en cours sur l'économie du pays et le secteur commercial. Cette étude tente donc de montrer l'impact du conflit sur la performance commerciale globale du pays. L'étude, en particulier, tente de :

- Évaluer l'impact de l'instabilité politique actuelle sur le secteur extérieur du Sud-Soudan, principalement sur ses exportations et importations, et sur le commerce

régional du pays, notamment avec les pays voisins membres de l'IGAD tels que le Soudan, l'Ouganda, l'Éthiopie et le Kenya.

- Identifier les principaux goulets d'étranglement du secteur des exportations et évaluer la compétitivité commerciale du pays en termes de potentiel et de performance réelle par rapport à l'environnement politique actuel du pays.
- Examiner le niveau actuel de diversification des exportations et l'avantage comparatif du Sud-Soudan, et comment le conflit a affecté le processus de diversification des exportations et l'avantage comparatif du pays.

La recherche recommande également des mesures pour réduire l'impact du conflit sur les exportations et les importations.

Sources de données et méthodologie

L'hypothèse de cette étude est que la situation de conflit et de fragilité du Sud-Soudan a considérablement impacté son commerce international, y compris la production et l'exportation de pétrole. La recherche s'appuie principalement sur des examens documentaires de la littérature récente, y compris des données secondaires. Les indicateurs de fragilité sont tirés du programme de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP). En outre, nous avons utilisé l'indice de fragilité des États du Fonds pour la paix (FFP). Cet indice est basé sur un cadre d'évaluation des conflits - connu sous le nom de CAST - développé par le FFP pour évaluer la vulnérabilité des États à l'effondrement. La base de données UCDP comporte deux indicateurs de la violence, à savoir le nombre de violences et le nombre de victimes de la violence dans un pays donné.

En ce qui concerne les méthodes analytiques, des techniques quantitatives (principalement les différents indicateurs commerciaux tels que l'avantage comparatif révélé, l'intensité du commerce et les indices de diversification des exportations) seront utilisées. Les bases de données de la Direction des statistiques commerciales (DOTS) du FMI et de la cartographie commerciale (Trade Map) du Centre du commerce international (CCI) seront largement utilisées pour analyser les caractéristiques du commerce international du Sud-Soudan (importations et exportations) et sa réaction aux épisodes de conflit. De plus, le commerce bilatéral du pays avec ses voisins sera analysé à l'aide de la base de données DOTS du FMI.

Pour évaluer l'avantage comparatif et le potentiel d'exportation du Sud Soudan au niveau des produits de base, nous utilisons l'indice d'avantage comparatif révélé symétrique (SRCA). L'indice d'avantage comparatif révélé (ACR) a été utilisé pour évaluer l'avantage comparatif d'un pays dans l'exportation d'un produit spécifique. L'ACR se calcule comme suit

$$RCA_{ij} = \left[\frac{(X_{ij}/X_{it})}{(X_{wj}/X_{wt})} \right]$$

Où, X_{ij} et X_{it} sont les exportations du pays i pour le produit j et les exportations totales du pays i , respectivement. X_{wj} et X_{wt} sont les exportations mondiales du produit j et les exportations mondiales totales, respectivement. ACR peut prendre une valeur comprise entre zéro et l'infini. Si l'ACR a une valeur supérieure à l'unité, on dit que le pays a un avantage comparatif révélé dans le produit j .

La RCA a ses propres limites :

- Il peut être affecté par des barrières commerciales qui altèrent la structure des échanges.
- L'indice n'est pas délimité pour les produits pour lesquels un pays a un avantage comparatif, alors qu'il est délimité pour les produits pour lesquels un pays a un désavantage comparatif.

Pour cette raison, l'étude utilisera l'avantage comparatif révélé symétrique (ACRS), dont la valeur est comprise entre -1 et 1, et qui est défini à l'aide de la formule suivante.

$$SRCA_{ij} = \frac{RCA_{ij} - 1}{RCA_{ij} + 1}$$

En utilisant les données aux exportations de produits spécifiques du Centre du Commerce International, nous calculerons l'avantage comparatif du Sud Soudan dans certains produits, et comment le conflit a fait varier la compétitivité dans certains produits.

2. Revue de la littérature

Au cours du dernier siècle seulement, le monde a connu de nombreuses guerres dévastatrices, y compris des conflits civils, qui ont fait des ravages dans l'humanité et ont eu un impact négatif durable sur l'économie. L'impact de ces guerres, notamment des conflits civils, peut se poursuivre même après la fin de la guerre. Des études ont montré que les conflits civils (guerres) ont un impact sur l'économie de différentes manières. Collier (1999) a énuméré cinq façons dont les conflits endommagent l'économie d'un pays pendant la guerre. La destruction des infrastructures humaines et physiques, la perturbation de l'ordre social, le détournement des dépenses publiques des activités d'amélioration de la production, le manque d'épargne suite aux pertes de revenus, et la fuite des capitaux hors du pays, sont les canaux par lesquels l'ensemble de l'économie est affectée par les guerres civiles. Après le déclenchement d'une guerre civile, en plus de la destruction des infrastructures et de la perte de vies humaines, les ressources rares seront également détournées des activités qui améliorent la production, telles que l'investissement dans le capital physique et humain, au profit de l'armée.

Pendant les périodes turbulentes d'insécurité et de conflit, les gouvernements manquent généralement de ressources pour garantir l'état de droit. Par conséquent, le coût de l'exécution des contrats augmente et les droits de propriété privée ne sont pas garantis. Les améliorations de la sécurité, qui permettent aux gouvernements de réduire les dépenses militaires, contribuent à des gains de production très importants à long terme (Knight et al., 1996). De même, les conflits ouvrent la voie à des fuites de capitaux hors du pays ; au fur et à mesure que l'environnement économique se détériore, il y aura une fuite importante de capitaux hors du pays. Cela aura un impact économique durable sur l'économie, même après la fin de la guerre civile. Le faible capital dont disposent ces économies quittera le pays par de multiples voies illicites, notamment par des exportations sous-facturées et des importations surfacturées (Collier, 1999).

Théorie du commerce et des conflits

Les perspectives théoriques sur le lien entre le commerce et les conflits (qu'il s'agisse de guerres civiles ou entre nations) sont assez diverses. Mais les deux points de vue dominants dans la littérature de science politique sont les perspectives du libéralisme

et du réalisme. Le point de vue libéral (propagé par Anderton & Carter, 2001 ; Oneal & Russett, 1997 ; Doyle, 1997 ; Polachek, 1980) soutient que le commerce favorise la paix. Ce point de vue repose principalement sur trois principes : (1) les sociétés réalisent des gains économiques importants grâce à leurs relations commerciales ; (2) les conflits continus perturbent le commerce ; et (3) les principes 1 et 2 entrent dans le calcul de la prise de décision politique (Anderton & Carter, 2001). Si une guerre éclate entre des nations ou à l'intérieur d'une même nation, le point de vue libéral suppose que le commerce bilatéral ou le volume des échanges en général sera fortement réduit. Par conséquent, la réduction du commerce entraînera des coûts d'opportunité supplémentaires pour les factions en guerre, en plus des coûts directs de la guerre. Par conséquent, un commerce important entre les nations et au sein des nations avant le déclenchement de la guerre rend celle-ci plus coûteuse et moins probable (Anderton & Carter, 2001). La théorie sous-jacente, qui suppose que les États seront mieux placés s'ils commercent que s'ils s'abstiennent de commercer, est la théorie néoclassique du commerce (Barbieri, 2002).

Conformément à la vision libérale, Martin et al. (2008) ont étendu l'argument des guerres civiles et du commerce international. Ils affirment que le commerce international peut dissuader la progression vers les guerres civiles si les gains commerciaux sont mis en danger ; mais il peut aussi être une assurance si le commerce international fournit un substitut au commerce intérieur pendant les guerres civiles et réduit le coût d'opportunité des guerres civiles pour les factions en guerre (Martin et al., 2008). Cette théorie repose sur le fait qu'un pays acteur n'initie pas de conflit contre un pays cible s'il s'attend à ce que cela réduise le profit qu'il tire du commerce avec ce pays (Li & Reuveny, 2011). D'autre part, les réalistes et d'autres contestent l'idée que le commerce favorise la paix ; le commerce a plutôt un impact négligeable ou positif sur les conflits (Barbieri & Levy, 2001 ; Barbieri & Levy, 1999 ; Barbieri, 1996 ; Ripsman & Blanchard, 1996). Cette école de pensée suggère que l'impact du commerce sur les conflits est subordonné à d'autres considérations telles que les préoccupations militaires (Barbieri, 2002). Les réalistes impliquent que le commerce, en particulier celui des produits stratégiques, prendra fin entre les factions en guerre, de peur que l'autre groupe ne profite de la poursuite du commerce et n'exploite ces gains pour renforcer sa puissance militaire vis-à-vis de l'autre ou des autres groupes (Barbieri & Levy, 1999). Par conséquent, selon le point de vue des réalistes, le commerce peut contribuer au conflit et à la paix. Cela implique que nous pourrions arriver à une conclusion nulle, suggérant qu'il n'y a pas de relation, en moyenne, entre le commerce et le conflit (Barbieri, 2002). Reuveny (2001) a constaté que le commerce bilatéral entre deux pays et le conflit sont déterminés simultanément. Les effets du commerce sur le conflit peuvent être positifs ou négatifs, tandis que l'impact du conflit sur le commerce est négatif (Reuveny, 2001).

Malgré les deux points de vue opposés sur l'impact du commerce sur la guerre, les deux points de vue s'accordent sur le fait que le commerce international est généralement entravé par les conflits. Les libéraux et les réalistes impliquent que le

commerce et les autres formes d'échanges économiques entre les États cesseront ou seront considérablement réduits lorsque les États seront impliqués dans des conflits en série les uns avec les autres (Barbieri & Levy, 1999).

Littérature empirique

Des données empiriques récentes montrent que la fragilité² des États a un impact économique et social durable sur un pays. Ncube et al. (2014) ont constaté que les États fragiles perdent une occasion de doubler leur PIB initial par habitant après une période de 20 ans de conflits. Une autre étude de Rother et al. (2016) a montré que les conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord principalement en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen ont provoqué de profondes récessions, fait grimper l'inflation, détérioré les positions fiscales et financières et endommagé les institutions en plus des pertes tragiques de vies humaines et de la destruction physique. Les États fragiles comme le Sud-Soudan, le Burundi, la Guinée-Bissau et le Liberia, qui dépendent fortement des envois de fonds, des exportations de matières premières, de l'aide au développement et des financements concessionnels d'organisations multilatérales comme le FMI, sont intrinsèquement vulnérables aux chocs mondiaux (FMI, 2009 ; Banque mondiale, 2009).

Les États fragiles et les États touchés par des conflits ont connu une croissance plus lente que les autres pays à faible revenu et ont moins progressé dans la lutte contre la pauvreté chronique, et la persistance des inégalités reste un défi majeur (Jones, 2013). De même, Collier et al. (2004) ont découvert qu'une augmentation unitaire du nombre de mois de guerre civile est associée à une augmentation de 0,1 à 1 point de pourcentage du ratio du stock de richesse financière détenu à l'étranger par rapport à la richesse totale du pays. Bruck (1996) cité par Collier (1999) corrobore le point de vue selon lequel certaines ressources rares, notamment les équipements de transport et le bétail, pourraient quitter le pays ; au Mozambique, pendant la guerre civile des années 1980, près de 80% du stock de bétail du pays a diminué. Au niveau mondial, la valeur ajoutée aurait pu être supérieure de 17 % s'il n'y avait pas eu de guerres (de Groot et al., 2015). Collier (1999) a également avancé un chiffre montrant qu'une guerre civile de 15 ans entraînerait une réduction du PIB d'environ 33 % en moyenne.

La guerre civile éthiopienne (1974-90), longue et prolongée, a été le facteur principal et fondamental du niveau élevé de pauvreté et de retard du pays en supprimant l'activité économique (Alemayehu, 2004). Pendant les périodes de conflit civil, l'Éthiopie a connu des taux de croissance du PIB très faibles, voire négatifs ; mais après la fin des conflits, la relance économique du pays s'est intensifiée, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 6% entre 1992 et 1997 (Alemayehu & Befekadu, 2005 ; Alemayehu, 2004).

En ce qui concerne le lien entre les conflits et plus particulièrement le commerce, des preuves plutôt contradictoires sont apparues. Certains ont trouvé des preuves confirmant l'opinion libérale selon laquelle le commerce favorise la paix (Hegre et al. 2010 ; Magee & Massoud, 2011 ; Martin et al. 2008) ; tandis que d'autres contestent les effets pacificateurs du commerce et n'ont pas pu trouver d'impacts significatifs du commerce sur les conflits (par exemple, Keshk et al., 2004 ; Kim & Rousseau, 2005).

En outre, d'autres soutiennent que les exportations (en particulier la dépendance aux produits primaires) conduisent à des conflits civils (Collier et Hoeffler, 2002 ; Collier et Hoeffler, 2004 ; Dube et Vargas, 2013 ; Berman et al. 2014 ; Maystadt et al., 2014 ; Cali, 2015). Même si l'impact pacificateur du commerce n'est pas empiriquement concluant, une grande partie des études confirme les impacts négatifs des conflits sur le commerce. Blomberg et Hess (2006) ont trouvé un impact non négligeable des conflits sur le commerce qui équivalait à un tarif douanier de 30% sur le commerce.

En utilisant un ensemble complet de données sur les guerres civiles entre 1960 et 1990, Collier et Hoeffler (2004) ont constaté que les exportations de produits primaires, y compris le pétrole, augmentent le risque de conflit, ce qui suggère que la dépendance aux produits primaires affaiblit la gouvernance et génère de fortes doléances. De même, Dube et Vargas (2013) ont trouvé un effet similaire en utilisant des données de la Colombie. Berman et al. (2014) ont également constaté un impact fortement significatif et quantitativement important des activités minières sur la probabilité d'incidence des conflits en utilisant des données de tous les pays africains. Une forte hausse des prix des minerais entre 1997 et 2010 est à l'origine de 13 % à 21 % de la violence moyenne observée dans les pays africains sur cette période.

Contrairement à ces études (Collier & Hoeffler, 2004 ; Dube & Vargas, 2013 ; Berman et al., 2014), Fearon (2005) n'a trouvé aucune association forte ou robuste entre les exportations de produits primaires et les déclenchements de guerre civile, même en utilisant les données et les spécifications du modèle de Collier et Hoeffler (2004). Selon Fearon (2005), il est peu probable que les exportations de pétrole (ou de tout autre produit de base) permettent de prédire le risque de guerre civile ; cela pourrait plutôt être dû au fait que des exportations de pétrole élevées indiquent des États plus faibles, étant donné le niveau de revenu par habitant, ce qui pourrait augmenter le prix pour l'État ou les groupes sécessionnistes. Tel que cité dans Fearon (2005), Terry-Karl (1997 : 61) soutient que, étant donné leur accès à des revenus faciles provenant du pétrole, peu d'exportateurs de pétrole ont cherché à compléter les revenus de l'État par des augmentations substantielles de la fiscalité intérieure ; et la forte présence de l'État dans ce domaine (gestion de l'industrie pétrolière) s'est faite au détriment à long terme de leur capacité à construire des bureaucraties étendues, pénétrantes et cohérentes, capables de formuler et de mettre en œuvre des politiques avec succès. Et ces économies exportatrices de matières premières ont des États moins fiables et moins compétents, ce qui rend la guerre civile plus probable (Fearon, 2005).

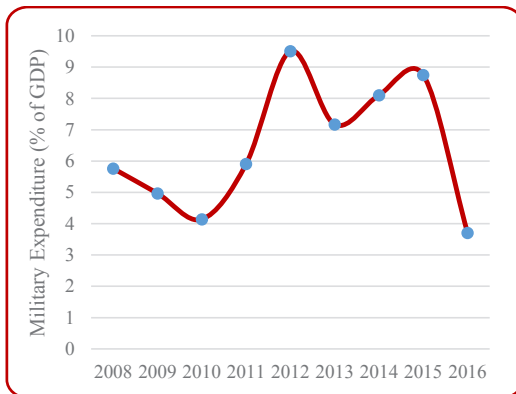
3. La colère des conflits au Sud-Soudan

Avant même que la guerre civile n'éclate fin 2013, le pays a connu de nombreux conflits sporadiques (qui sont interethniques) dans de nombreuses régions du pays, provoquant des carnages importants. Selon le Programme de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP), il y a eu environ 18 affrontements interethniques impliquant les principaux groupes ethniques principalement entre Lou Nuer & Murle, Bor Dinka & Murle, et Dinka & Nuer pour la seule année 2011. Le bilan de ces affrontements est estimé entre 974 et 978 morts. Ce chiffre pourrait être beaucoup plus élevé si l'on inclut les conflits impliquant le gouvernement du Soudan du Sud ; il a été estimé à environ 1200 morts. Les années 2013 et 2014 ont été enregistrées comme étant les plus meurtrières en termes de décès, avec respectivement 1529 et 1511 morts. Géographiquement, la plupart des conflits ont eu lieu dans l'État de Unity, suivi de l'État de Jonglei et de l'État du Nil supérieur. Entre 2011 et 2016, l'État de Unity a connu environ 115 conflits, dont ceux impliquant le gouvernement, l'État de Jonglei 106 conflits et l'État du Nil supérieur 39 conflits. En raison de la situation politique du pays, le Sud-Soudan a toujours été classé en tête de liste en termes de fragilité des États. Par exemple, le Fonds pour la paix a classé le Sud-Soudan comme l'État le plus fragile au monde depuis que la guerre civile a éclaté en 2013, selon différents indicateurs de fragilité de l'État, notamment la situation en matière de sécurité, les performances économiques, la fourniture de services publics et les situations de réfugiés et de déplacements internes.

La guerre civile a gravement impacté la production pétrolière du pays (qui avait été la source stratégique de revenus du gouvernement). Après l'indépendance du pays en 2011, la production pétrolière a atteint jusqu'à 350 000 barils par jour (bpj), mais a chuté après une polémique avec le Soudan sur les frais de pompe du brut dans un oléoduc d'exportation qui a incité Juba à arrêter temporairement la production en 2012. Puis en 2013, juste avant que la guerre civile n'éclate, la production de pétrole était d'environ 245 000 bpj et a chuté à 130 000 bpj en janvier 2017. La guerre et le déclin de la production de pétrole qui s'en est suivi, ainsi que l'effondrement des prix mondiaux du pétrole, ont entraîné une baisse des performances économiques dans des régions entières du pays. Le PIB du pays, mesuré en termes de volume (en prenant 2010 comme année de référence), a fortement baissé après l'indépendance et est resté bien en dessous de ce qu'il était en 2011. Le volume du PIB du pays en 2015 était inférieur à 80 % de ce qu'il était en 2010/11. Si l'on examine les composantes du

PIB du pays, c'est le secteur des exportations qui a connu une baisse considérable. Les dépenses de consommation des ménages (mesurées en monnaie nationale nominale) ont plus que doublé entre 2011 et 2015 ; de même, les dépenses de consommation du gouvernement ont augmenté de 6 milliards de livres sud soudanaises en 2011 à presque 11 milliards de livres sud soudanaises.

Graphique 1 : Dépenses militaires (% du PIB)

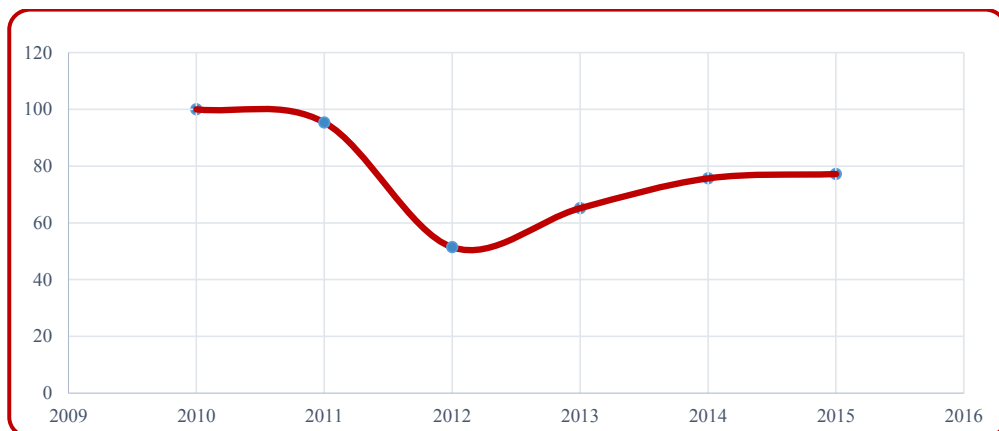


Source : Base de données des dépenses militaires SIPRI.

La guerre civile a favorisé l'augmentation des dépenses militaires. En 2011, les dépenses militaires représentaient environ 6 % de son PIB, mais en 2015, elles ont fortement augmenté pour atteindre près de 9 %, ce qui est considérablement plus élevé même par rapport à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, qui est inférieure à 1,5 % depuis environ cinq ans. En termes de dépenses totales, les dépenses de défense

sud-soudanaises absorbent une grande partie des dépenses totales du pays. En 2014/15, la défense du pays représentait plus de 30 % de ses dépenses totales.

Graphique 2 : Produit intérieur brut du Sud-Soudan, volume (2010=100)



Source : Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales.

Malgré l'énorme demande d'investissement du pays, la part du capital fixe brut a connu une stagnation au fil des ans en raison de l'état de la situation politique du pays. En 2011, la formation brute de capital s'élevait à plus de 5 milliards de livres sud soudanaises, mais suite à l'arrêt de la production de pétrole en raison du

conflit frontalier avec le Soudan, la part de capital a chuté à 3,1 milliards de livres sud soudanaises en 2012 ; depuis lors, la croissance de la part de capital est restée faible et bien en deçà des énormes besoins d'investissement du pays. Pourtant, mesurée en pourcentage du PIB, la formation de capital oscille entre 9 et 11 %. En 2011, elle représentait 9,5 % du PIB et a progressé en 2012 pour atteindre 11,3 %, malgré une baisse en termes absolus. D'autre part, le secteur des exportations du pays a été affecté par la crise frontalière avec le Soudan et la guerre civile en cours. Les exportations de biens et de services du pays se situaient au-dessus de 35 milliards de livres sud soudanaises en 2011, et ont chuté à 3,1 milliards de livres sud soudanaises en 2012. Depuis lors, les recettes d'exportation du pays sont restées très volatiles et bien inférieures à ce qu'elles étaient en 2011, lorsque le pays s'est séparé du Soudan. D'autre part, les importations du pays, évaluées en monnaie nationale, ont augmenté, mais dans une très faible proportion. Elles sont passées de 14,5 milliards de livres sud soudanaises en 2011 à 21,5 milliards de livres sud soudanaises en 2015.

Tableau 1 : Composantes des comptes nationaux du Sud-Soudan (en millions de monnaie nationale nominale)

	Dépenses de consommation des ménages	Dépenses de consommation de l'Etat	Formation brute de capital fixe	Exportations des biens et des services	Exportations (% du PIB)	Importations des biens et des services	Importations (% du PIB)
2011	20,754	6,725	5,056	35,208	66.1	14,467	27.2
2012	30,906	7,013	3,463	3,096	10.1	13,835	45.1
2013	31,372	8,261	4,488	11,458	28.4	15,200	37.6
2014	32,751	9,444	4,553	16,502	34.8	15,945	33.7
2015	49,469	10,797	5,123	9,837	18.3	21,487	39.9

Source : Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales.

La détérioration des performances économiques du pays a entraîné une dégradation du niveau de vie et de l'insécurité alimentaire de la population. Selon la FAO, en 2014-2016, plus de 10 millions de personnes au Sud-Soudan étaient en situation d'insécurité alimentaire grave, ce qui fait du pays l'un des taux de prévalence de l'insécurité alimentaire les plus élevés au monde. De même, un grand nombre de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays ou ont fui le pays vers les pays voisins. Selon le HCR, en décembre 2017, plus de 1,9 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. Le HCR indique également que 2,4 millions de Sud-Soudanais vivent en tant que réfugiés et demandeurs d'asile, dont 42,5 % sont accueillis par l'Ouganda, 31,6 % par le Soudan et 17,6 % par l'Éthiopie.

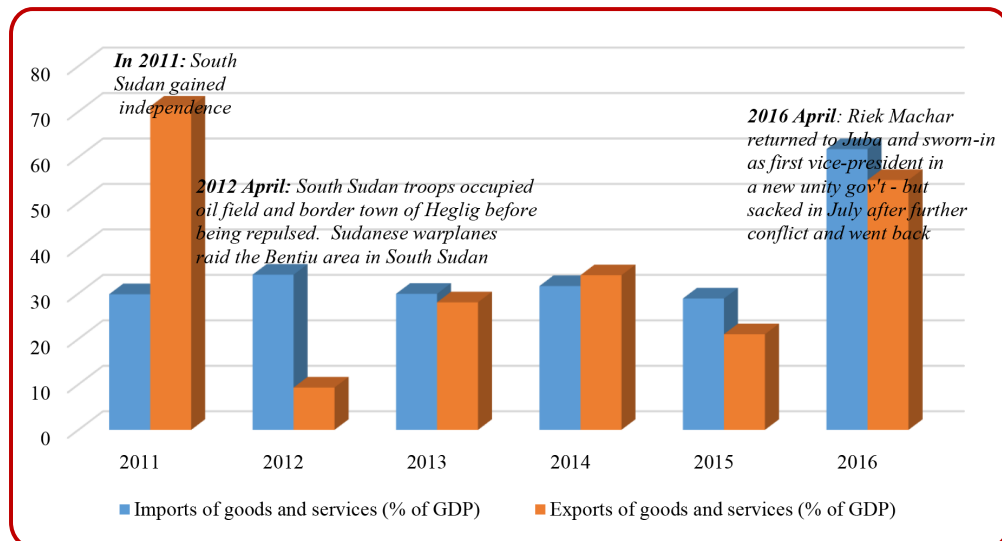
Exportations et importations sud-soudanaises

Comme tout État fragile typique, l'économie du Sud-Soudan est fortement dépendante de quelques matières premières, principalement du pétrole. Par conséquent, ses exportations sont principalement dominées par les huiles de pétrole brut et les

huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux. En 2016, par exemple, le pétrole brut représentait 99 % des exportations du Soudan du Sud et une grande partie de ces exportations sont principalement destinées à la Chine. Cela rend le Soudan du Sud vulnérable aux chocs des prix mondiaux du pétrole et au ralentissement et au rééquilibrage économiques en Chine.

Le conflit frontalier entre le Soudan et le Sud-Soudan a gravement pesé sur la production et les exportations de pétrole (notamment du Sud-Soudan). Au début de l'indépendance du pays, le Sud-Soudan avait relativement l'une des économies les plus ouvertes de la région en raison de la petite taille de l'économie du pays, mesurée par les importations et les exportations en pourcentage du PIB. En 2011, les exportations du pays représentaient plus de 71 % du PIB et ses importations près de 30 %. Mais en 2012, les exportations en pourcentage du PIB ont plongé à moins de 10 % tandis que celles des importations ont augmenté à 34 %. Au milieu de tous les conflits, les importations (en pourcentage du PIB) ont continué à croître au fil des ans pour atteindre environ 62% en 2016, en partie grâce à la baisse du taux de violence. D'autre part, les exportations (en % du PIB) ont fortement fluctué ; en 2013, les exportations représentaient 28 % du PIB, elles ont augmenté à 34 % en 2014 puis ont baissé à 21 % en 2015 ; puis en 2016, elles ont augmenté à 55 %.

Graphique 3 : Exportations et importations du Sud-Soudan (% du PIB)

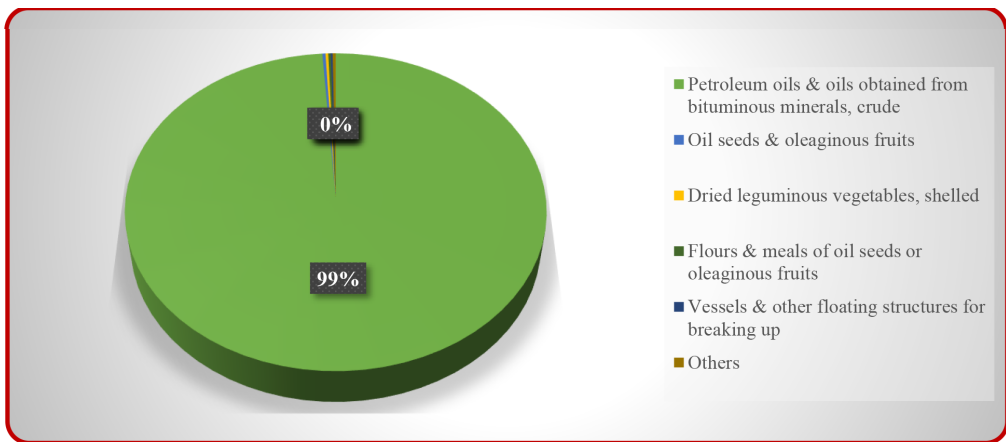


Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial.

En termes absolus, les exportations et les importations ont affiché une tendance irrégulière (en particulier les exportations). Les exportations trimestrielles de marchandises du Sud-Soudan s'élevaient à près de 260 millions de dollars (au dernier trimestre de 2011), mais l'impasse militaire avec le Soudan sur la frontière

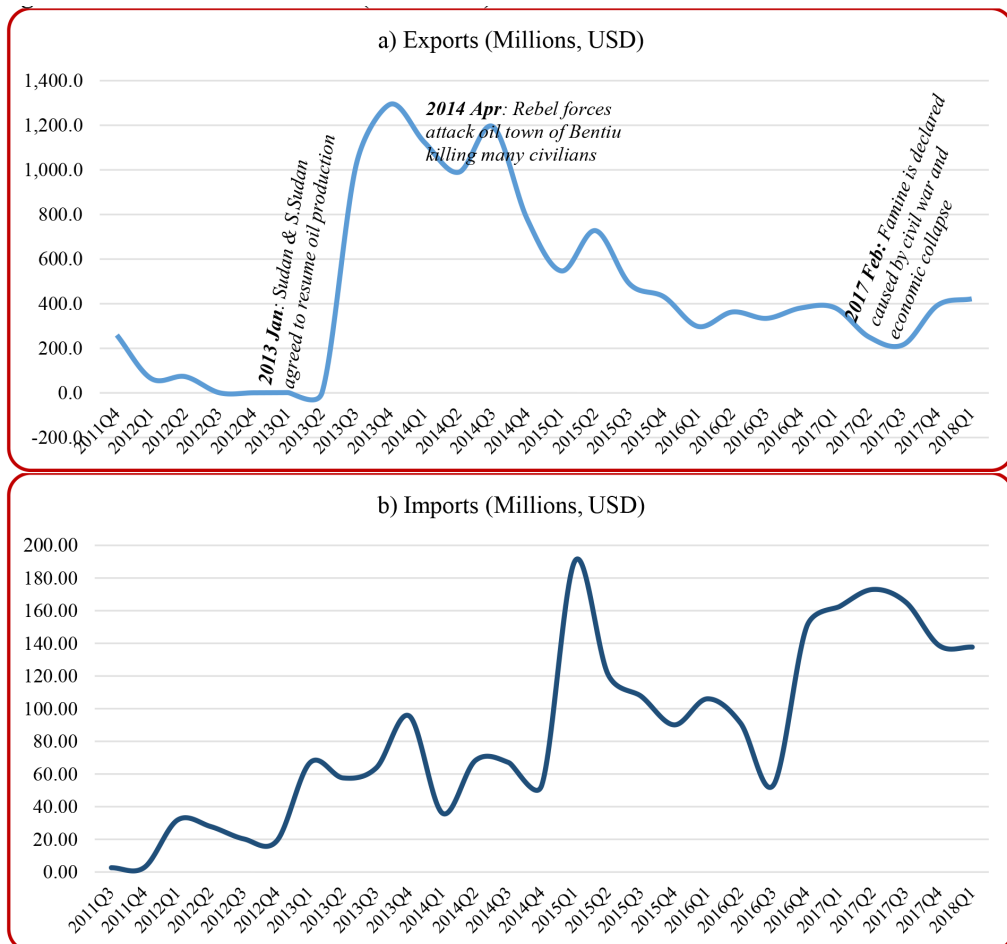
a nui à ses recettes d'exportation en raison de la baisse de la production pétrolière. Les exportations du pays ont fortement chuté depuis le pic du quatrième trimestre 2011 jusqu'à moins de 65 millions de dollars US au premier trimestre 2012. Mais au second semestre 2013, juste avant que la guerre civile n'éclate, les exportations du Sud-Soudan ont fait un énorme saut ; au premier semestre de cette année-là, les exportations totales du pays, qui étaient inférieures à 3 millions de dollars US, ont augmenté pour atteindre 2,4 milliards de dollars US. Cela s'explique par le fait qu'au premier trimestre 2013, les gouvernements du Soudan et du Soudan du Sud ont accepté de reprendre la pompe du pétrole après un conflit amer sur les droits qui a vu l'arrêt de la production plus d'un an auparavant ; ils ont également accepté de retirer les troupes de leur zone frontalière pour créer une zone démilitarisée.³ Mais depuis le dernier trimestre de 2013 (qui a coïncidé avec l'éclatement de la guerre civile), les exportations du pays (trimestrielles) ont plongé au niveau de la période précédant le conflit et ont continué à baisser.

Graphique 4 : Exportations du Soudan du Sud par produit de base en 2016 (%)



Source : Carte du commerce du Centre du commerce international.

Les importations, quant à elles, avaient connu une croissance régulière sur une base trimestrielle jusqu'au dernier trimestre de 2013. Cependant, la guerre civile avait de manière évidente impacté les importations du pays. Après le déclenchement de la guerre civile, les importations du Sud-Soudan ont diminué de plus de 20 % en 2014 par rapport à 2013. Mais en 2015, elles se sont redressées et ont dépassé le niveau d'avant la crise. Au cours du seul premier trimestre 2015, les importations totales ont atteint environ 152 millions de dollars américains. Entre le premier trimestre 2015 et le troisième trimestre 2016, les importations du pays ont eu tendance à baisser. Puis depuis le quatrième trimestre 2016, le pays a enregistré des importations croissantes. Au cours du premier semestre 2017, les importations de marchandises ont été évaluées à environ 295 millions de dollars US.

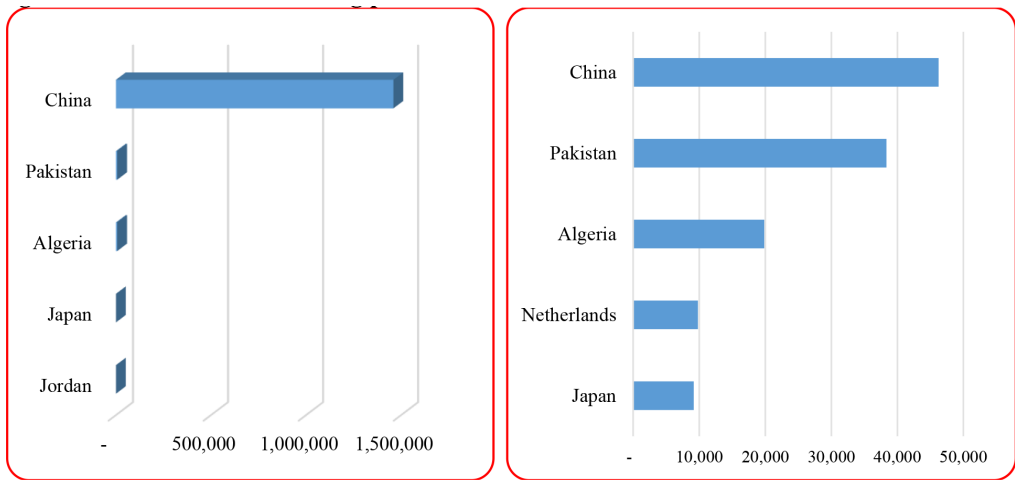
Graphique 5: Commerce Sud-soudanais (2011-2017)

Source : Fonds monétaire international, Direction des statistiques commerciales.

Les produits alimentaires (tels que le riz, le blé et les céréales) constituent les principaux produits importés par le pays après le sucre de canne. Avant que la guerre civile n'éclate, les véhicules, les machines, les appareils mécaniques et les machines et équipements électriques étaient des articles d'importation clés en plus du sucre. En 2016, environ 53 millions de dollars US des importations du pays étaient constitués de sucre de canne ou de betterave, tandis que les produits alimentaires représentaient plus de 31 millions de dollars US de ses importations. L'instabilité politique actuelle pourrait vraiment compliquer la tâche du gouvernement pour diversifier son économie en s'éloignant de la dépendance au pétrole. Contrairement à ses marchés d'exportation, les partenaires importateurs du Sud-Soudan sont relativement diversifiés, mais la Chine reste le premier partenaire importateur, suivie du Pakistan, de l'Algérie, des Pays-Bas et du Japon. Malgré le faible niveau de commerce officiel entre le Sud-Soudan et ses voisins, les rapports montrent qu'il y

a un énorme commerce transfrontalier en cours, principalement dans les produits agricoles tels que le maïs, le sorgho, le riz et les moutons, ainsi que particulièrement entre le Sud-Soudan et l'Ouganda (East Africa Cross-border Trade Bulletin, 2017).⁴ Par exemple, entre avril et juin 2017, l'Ouganda a exporté plus de 26 000 MT de maïs et 6 174 MT de sorgho vers le Sud-Soudan.

Graphique 6 : Partenaires commerciaux du Sud-Soudan en 2016



(a) Exporting partners

(b) Importing partners

Source : Centre du commerce international, Trade Map.

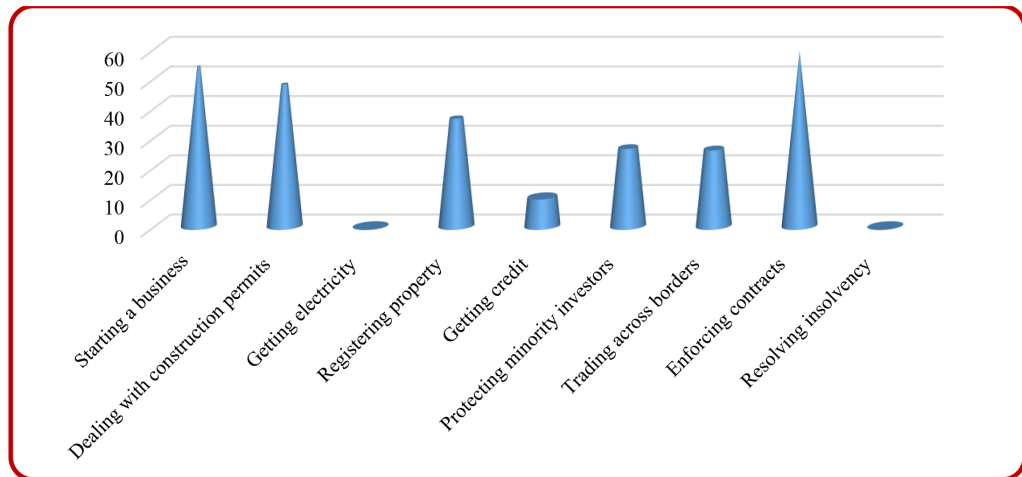
Secteur privé

La guerre civile en cours au Sud-Soudan a entravé les efforts déployés par le pays pour mettre en place les institutions nécessaires qui pourraient faciliter les marchés formels et garantir l'application des droits de propriété dans le cadre desquels les secteurs privés prospèrent et contribuent au développement du pays. Le pays a toujours été classé en bas de l'échelle dans la plupart des indicateurs de l'activité économique par la Banque mondiale ; et les scores du pays pour ces indicateurs sont loin des économies les plus performantes du monde, mesurés par la distance à la frontière.⁵ La création d'une nouvelle entreprise est restée le plus grand défi et le pays a été classé 181^e sur 190 pays ; et le score de la distance à la frontière pour la création d'une entreprise en 2017 était de 54, ce qui suggère que le Sud-Soudan était à 46 points de pourcentage de la frontière (ou des économies les plus performantes) en termes de facilitation de la création d'une nouvelle entreprise.

Pire que cela, les entreprises du Sud-Soudan ont des difficultés à obtenir de l'électricité et à résoudre l'insolvabilité, et le score DTF pour ces deux indicateurs était de zéro, ce qui implique que le pays était à 100 points de pourcentage des économies frontières en termes d'accès à l'électricité et de résolution de l'insolvabilité. Dans le même ordre d'idées, les études de la Banque mondiale montrent qu'en 2014, les

entreprises sud-soudanaises ont déclaré que 94 % de leur alimentation en électricité provenait d'un groupe électrogène.⁶ De même, le commerce transfrontalier et l'accès au financement sont les autres grands défis auxquels est confronté le secteur privé au Sud-Soudan.

Graphique 7 : Distance à la frontière (DTF) pour les indicateurs relatifs à la pratique des affaires en 2017



Source : Banque mondiale - Doing Business.

Bien que le pays ait de vastes besoins en infrastructures, le conflit a exacerbé les déficiences du pays en la matière, ce qui entrave considérablement les investissements du secteur privé. Ainsi, près de la moitié des entreprises commerciales du pays considèrent le transport comme une contrainte majeure. Le conflit a entravé les efforts du gouvernement pour développer les infrastructures physiques et les services sociaux dont le pays a tant besoin.⁷

En outre, les entreprises (environ 48%) paient pour la sécurité, principalement parce que l'instabilité politique a érodé la confiance du public envers le gouvernement. Les troubles politiques ont également été mentionnés (par plus de 30% des entreprises) comme les plus grands défis pour les opérations quotidiennes et la croissance des entreprises dans le pays.

Tableau 2 : contraintes de croissance des entreprises sud-soudanaises (%)

S. No:	Contraintes	Per cent
1	L'instabilité politique comme principal défi	30.4
2	Concurrence avec des entreprises non enregistrées ou informelles	69.8
3	Offrir des cadeaux lors d'une réunion avec des fonctionnaires chargés des impôts	30.6
4	La corruption comme contrainte majeure	40.1
5	Le transport comme contrainte majeure	46.2
6	Offrir des cadeaux pour obtenir un permis de construire	46.1
7	Les entreprises paient pour la sécurité	47.9
8	Degré d'utilisation de la capacité (%)	67.7

Source : Enquête sur les entreprises de la Banque mondiale (2014).

Le conflit en cours a épuisé nos réserves de devises étrangères, en raison de la baisse de la production pétrolière nationale et des prix mondiaux du pétrole, et du fait que nous n'avons pas d'autres exportations importantes pour faire rentrer des devises étrangères.

En raison du conflit et de l'effondrement de l'économie, il est devenu difficile pour le gouvernement de la République du Sud-Soudan de s'acquitter de ses obligations financières, notamment de payer les contributions financières exigées par différents blocs régionaux tels que la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Par exemple, le Sud-Soudan a maintenant des arriérés de plus de 15 millions de dollars US non payés au secrétariat de la CAE. Il a également été difficile pour le pays de mettre en œuvre les différents protocoles nécessaires à l'intégration régionale. Là encore, c'est le cas avec l'EAC, où le Sud-Soudan est en mesure de mettre en œuvre la feuille de route pour s'intégrer pleinement à l'EAC.

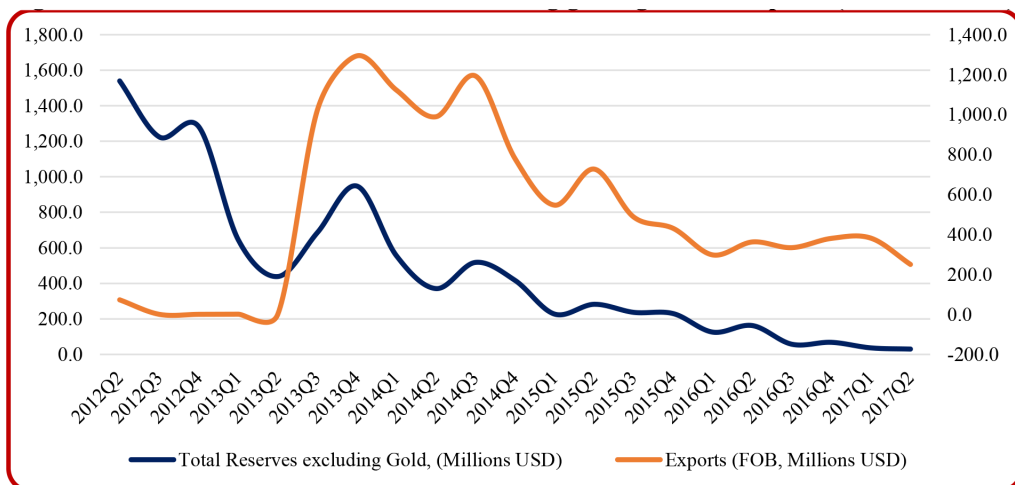
Après le début du conflit, de nombreuses entreprises, y compris celles qui venaient de la région, n'ont pas pu trouver de devises étrangères pour importer les matières premières nécessaires à leurs activités et ont fini par fermer leurs portes. Par exemple, la SSBL Ltd, une entreprise sud-africaine produisant des boissons non alcoolisées et de la bière au Sud-Soudan, a fermé sa filiale. De même, de nombreuses entreprises, y compris des banques régionales, ont soit déménagé, soit complètement fermé leurs portes. La destruction des infrastructures physiques (routes, électricité et même télécommunications) et l'absence de services bancaires formels ont considérablement entravé le secteur privé inexistant. Même s'il a gravement affecté notre secteur des exportations, le conflit a créé un environnement propice au commerce informel, notamment transfrontalier.

Source : Entretien avec des personnes clés.

Réserves internationales, taux de change et prix

Suite à la chute des exportations du pays, le Sud-Soudan a considérablement épuisé ses réserves étrangères au cours de la guerre civile. En mai 2012, les réserves totales du pays, excluant l'or, s'élevaient à environ 1,8 milliard de dollars américains. Mais en juillet 2017, les réserves totales du pays n'étaient plus que de 27 millions de dollars US, ce qui est bien inférieur aux réserves nécessaires pour financer les trois mois d'importations du pays. En juin 2016, le gouverneur adjoint de la banque centrale du Sud-Soudan a avoué publiquement que les réserves de change du pays ne pouvaient couvrir que cinq semaines d'importations.⁸

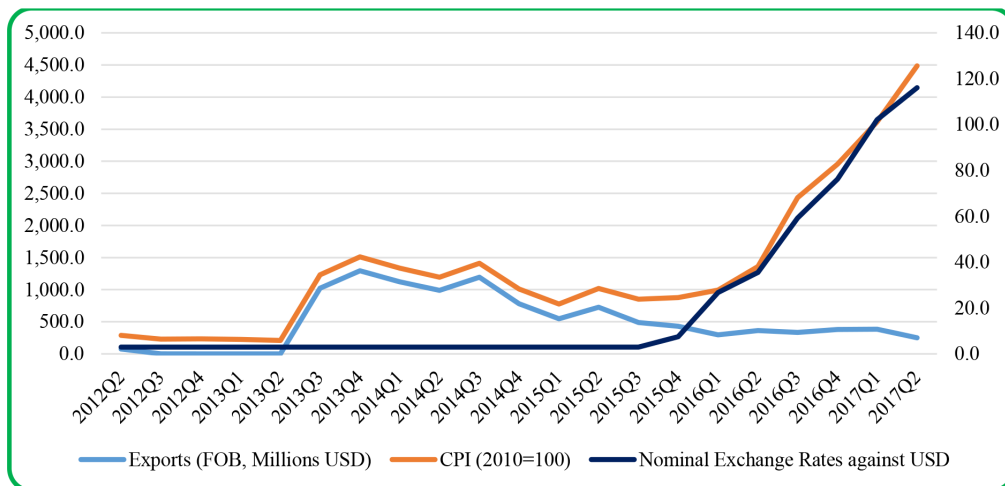
Graphique 8 : Réserves totales du Sud-Soudan, excluant l'or, par rapport à ses exportations (en millions de dollars US)



Source : Statistiques financières internationales (IFS).

Jusqu'au dernier trimestre 2015, la livre sud-soudanaise était arrimée au dollar américain à 2,95 pour 1 USD. Mais l'épuisement des réserves avait contraint le gouvernement à laisser le cours libre en décembre 2015 ce qui a conduit à une dépréciation substantielle de la livre SS. Au cours du premier mois de 2016, le taux de change officiel (fin de période) par le dollar américain était de 19,79 ; mais depuis le deuxième trimestre de 2017, le taux de change officiel oscille autour de 118 par dollar. La dépréciation continue de la livre sud-soudanaise au cours des 2 ou 3 dernières années a, à son tour, conduit le pays dans un état d'hyperinflation. En février 2017, l'indice des prix à la consommation (mesuré à 2010=100) a atteint le niveau stupéfiant de 3 657,7. En raison de la montée en flèche des prix (en particulier ceux des denrées alimentaires), les ménages ruraux et urbains ont été confrontés à d'énormes difficultés pour s'offrir les paniers alimentaires minimums (Banque mondiale, 2016).⁹

Graphique 9 : IPC, taux de change nominaux par rapport à l'USD et exportations (en millions d'USD)



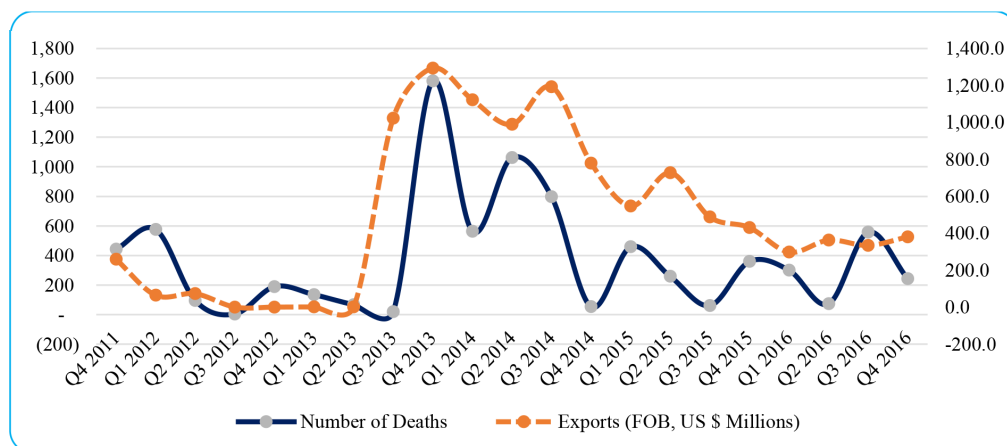
Source : Statistiques financières internationales (IFS).

4. L'impact du conflit sur le commerce et l'intégration régionale du Sud-Soudan

Conflit vis-à-vis du commerce sud-soudanais.

Les graphiques 10 et 11 montrent la relation entre les échanges commerciaux du Sud-Soudan (exportations et importations) et le nombre de victimes de la guerre civile qui sévit dans le pays. Le graphique 10 révèle que le commerce (exportations) du pays, comme dans tout pays fragile, est volatile en raison de la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole. En outre, il montre que la valeur des exportations et le nombre de causalités induites par les conflits évoluent dans la même direction, ce qui implique un possible effet de rapacité (parfois appelé prix d'État) - une augmentation des revenus provenant des exportations de produits de base accroît la probabilité de conflit en augmentant le rendement de la prédation et en favorisant la rapacité sur ces ressources (Dube & Vargas, 2013 ; Abidoye & Cali, 2015). Le coefficient de corrélation entre les exportations et le nombre de décès dus à la violence est proche de 0,6, ce qui implique que les deux variables sont liées.

Graphique 10 : Exportations du Soudan du Sud par rapport au nombre de décès liés aux conflits.

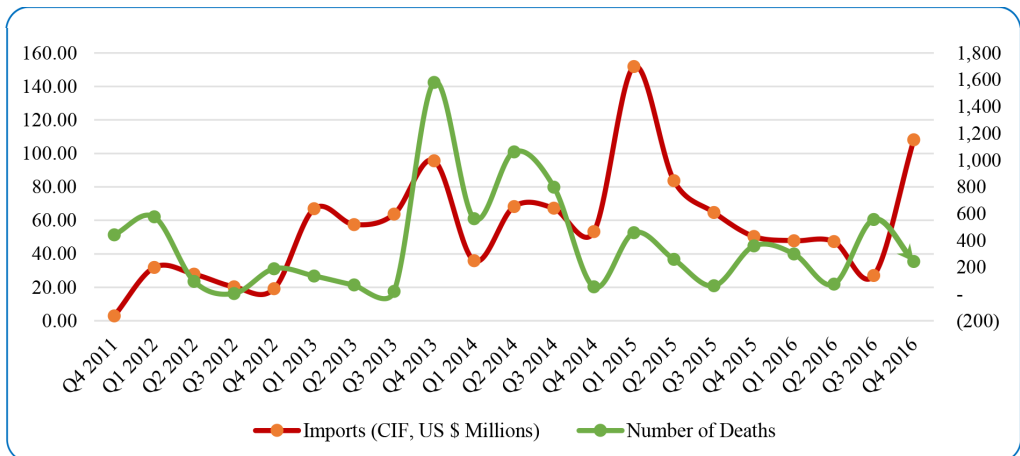


Source : Calcul de l'auteur basé sur les statistiques de la Direction du commerce du FMI et le Programme de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP).

Ainsi, sur le plan théorique, cette association robuste et positive entre les exportations du pays (principalement dominées par le pétrole) et les conflits (mesurés par le nombre de décès dus aux conflits et le nombre de conflits dans le pays) semble être en accord avec les perspectives de pénurie de ressources qui prédisent que le commerce, en particulier les exportations de produits de base, favorise la guerre civile, contrairement aux points de vue des libéraux et des réalistes.

Empiriquement, de nombreuses études montrent qu'une forte dépendance aux exportations de produits de base augmente le risque de guerre civile, en particulier dans les nations dotées d'institutions faibles (Collier et Hoeffler, 2002 ; Collier et Hoeffler, 2004 ; Dube et Vargas, 2013 ; Cali, 2015). La dépendance aux exportations de produits de base augmente le risque de conflit par différents canaux : financement des rebelles, aggravation de la corruption, augmentation de l'incitation à la sécession, et augmentation de l'exposition aux chocs (Collier & Hoeffler, 2004). Par conséquent, ceci est cohérent avec Cali (2015) qui a trouvé qu'une augmentation de 10% de la valeur des exportations augmente le risque de conflit de 2,2%, en moyenne, à travers les pays. De même, Dube et Vargas (2013) ont constaté qu'une hausse des prix du pétrole augmentait les revenus municipaux et la violence de manière différentielle dans la région pétrolière de la Colombie. En République démocratique du Congo, Maystadt et al. (2014) ont montré que l'octroi de concessions minières par le gouvernement au niveau du district exacerbe le niveau de violence.

Graphique 11 : Importations du Soudan du Sud vis à vis du nombre de victimes du conflit.



Source : Calcul de l'auteur basé sur les statistiques de la Direction du commerce du FMI et le Programme de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP).

De même, la relation entre les conflits et les importations sud-soudanaises semble positive si l'on considère les tendances à moyen terme (graphique 11). Mais si l'on regarde de plus près à la fois les importations et le nombre de victimes, il semble que les importations aient considérablement chuté lorsque le nombre de décès a

augmenté et vice versa, ce qui suggère que la violence et la chute des réserves de change qui s'en est suivie ont rendu les importations difficiles. Cela montre également que les importations du pays ont été très imprévisibles et très volatiles au cours de la guerre civile du pays. Sur la période comprise entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2017, nous avons essayé de calculer le coefficient de corrélation entre les importations et le nombre de décès et nous avons constaté qu'il était très faible (0,0137), ce qui suggère que l'impact du conflit sur les importations est davantage observé en termes de volatilité des importations.

D'une manière générale, on peut déduire des graphiques 10 et 11 que les troubles politiques ont gravement affecté les secteurs des exportations et des importations. Le conflit a perturbé la production pétrolière du pays (dont le pays dépend fortement pour les recettes publiques et les exportations) ; la chute de la production pétrolière nationale a laissé le secteur des exportations et l'économie en difficulté. La chute de la production pétrolière nationale a laissé le secteur des exportations et l'économie en difficulté. Les recettes d'exportation ont chuté de façon spectaculaire, ce qui a contribué à l'épuisement des réserves de change du pays. L'épuisement des réserves étrangères et la dépréciation de la monnaie du pays ont alimenté l'inflation, entraînant une hyperinflation. Tous ces facteurs combinés ont paralysé l'économie du Sud-Soudan au point de la faire s'effondrer, ce qui entraîne une instabilité macroéconomique, une forte exposition aux chocs mondiaux et une accentuation du niveau de pauvreté dans le pays (les hausses de prix et la dépréciation continue de la livre sud-soudanaise affectant les pauvres de manière disproportionnée). Par conséquent, le pays pourrait se trouver dans un cercle vicieux de conflit et d'instabilité macroéconomique.

Le conflit a-t-il un impact sur les avantages comparatifs du Sud-Soudan ?

La guerre civile en cours au Sud-Soudan a considérablement impacté les exportations du pays, qui ont été dominées principalement par le pétrole brut et très peu de produits agricoles primaires tels que les gommes naturelles, les résines, les gommes-résines, les baumes et autres oléorésines naturelles ainsi que le charbon de bois. Elle peut également avoir une incidence sur l'avantage concurrentiel par son impact sur la structure commerciale du pays (Ahsan & Iqbal, 2017). Ainsi, nous utilisons l'indice d'avantage comparatif révélé (RCA) pour quantifier le degré d'avantage comparatif spécifique à un produit et pour révéler le changement dans l'avantage concurrentiel et la structure des échanges. L'ACR indique l'importance d'une industrie spécifique dans les exportations d'un pays donné par rapport au poids de cette industrie dans la zone et est donc une mesure de spécification relative (Ginzburg & Simonazzi, 2005). En utilisant la classification des marchandises du système harmonisé (HS) à 4 chiffres, nous avons calculé l'avantage comparatif du Sud-Soudan pour les années entre 2012 et 2016.

Le résultat (voir Annexe 3) montre que l'avantage comparatif du pays a été impacté par le conflit. Au fil des années (entre 2012 et 2016), le nombre de produits de base pour lesquels le Sud-Soudan dispose d'un avantage comparatif a changé ; en 2012, le pays disposait d'un avantage comparatif sur six produits de base constituant principalement des produits primaires tels que le pétrole brut, les gommes naturelles, les légumineuses séchées, les cuirs et peaux de chèvres, de moutons ou d'agneaux (tannés ou en croûte). Mais en 2013, son avantage comparatif s'est réduit à seulement trois produits (pétrole brut, peaux de moutons ou d'agneaux, et gommes naturelles).

Comme les exportations du pays ont relativement augmenté en 2014, tant en variété qu'en volume, le nombre de produits de base pour lesquels le Soudan du Sud avait un avantage comparatif a augmenté en termes de variétés de produits de base. Outre les peaux de moutons ou d'agneaux et le pétrole brut, les graines oléagineuses et les farines de graines oléagineuses, ainsi que le sorgho à grains sont apparus comme des produits de base importants pour le Sud-Soudan. En 2016, le pays avait un avantage comparatif sur un plus grand nombre de produits de base (huit produits de base) et de nouveaux produits de base ont gagné en importance pour le Sud-Soudan en matière d'avantage comparatif, comme les arachides et les composés inorganiques ou organiques du mercure. Par conséquent, le résultat de l'ACR révèle que lorsque le conflit s'intensifie dans le pays, le nombre de produits de base pour lesquels le Sud-Soudan dispose d'un ACR diminue et vice versa, ce qui implique que la violence a eu un impact sur les avantages comparatifs du pays. Certains produits de base tels que le pétrole brut, les gommes naturelles et les farines de graines oléagineuses restent, dans une certaine mesure, des produits d'exportation clés avec des avantages comparatifs révélés élevés malgré tous ces conflits dans le pays. Pourtant, il existe des produits de base que le Sud-Soudan exporte régulièrement au fil des ans sans aucun avantage comparatif ; ces produits de base comprennent les produits de légumes, le riz et le miel naturel.

Quelles sont les conséquences de cette violence pour le processus d'intégration régionale d'un pays ?

Actuellement, le Soudan du Sud est membre de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Le pays a été admis au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en novembre 2011, quatre mois seulement après avoir proclamé son indépendance. Mais il lui a fallu plus de cinq ans pour rejoindre pleinement la Communauté d'Afrique de l'Est, en raison des exigences de la Communauté auxquelles les nouveaux États membres doivent satisfaire. L'article 3, paragraphe 3, du traité de la CAE énonce les conditions d'adhésion. Ces conditions sont les suivantes a) l'acceptation de la Communauté telle que définie dans le présent traité ; b) l'adhésion aux principes universellement acceptables de bonne gouvernance, de démocratie, d'État de droit, de respect des droits de l'homme et de justice sociale ;

c) la contribution potentielle au renforcement de l'intégration au sein de la région de l'Afrique de l'Est ; d) la proximité géographique et l'interdépendance entre elle et les États partenaires ; e) la mise en place et le maintien d'une économie de marché ; et f) la compatibilité des politiques sociales et économiques avec celles de la Communauté. En avril 2016, le Sud-Soudan a signé le traité d'adhésion à la Communauté d'Afrique de l'Est et est devenu membre à part entière de la CAE en septembre 2016 après avoir déposé les instruments de ratification du traité d'adhésion à la Communauté d'Afrique de l'Est. Même si la Communauté a accordé au Sud-Soudan un délai de grâce de trois ans pour mettre en œuvre le traité afin de devenir un membre à part entière du bloc économique, le Sud-Soudan devrait ratifier les différents protocoles, y compris l'union douanière et le marché commun, et aligner ses constitutions sur le traité de la CAE.

Compte tenu des ressources naturelles dont dispose le Sud-Soudan (pétrole, minéraux, eau, forêts, terres arables) et de sa situation géographique (pays enclavé), l'intégration du Sud-Soudan dans ces communautés économiques régionales (CER) sera bénéfique non seulement pour le Sud-Soudan, mais aussi pour la région dans son ensemble. Le Sud-Soudan, qui reste très dépendant des importations de denrées alimentaires et qui est confronté à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, pourrait également tirer profit de son adhésion à ces communautés économiques régionales en réduisant ses factures d'importation de denrées alimentaires et en attirant l'expertise nécessaire de la région. Cependant, ces avantages perçus de l'intégration du Sud-Soudan dépendent de la capacité du pays à améliorer sa capacité d'approvisionnement et à développer ses infrastructures physiques, à harmoniser ses politiques fiscales, monétaires et sociales, ainsi qu'à satisfaire au critère de convergence macroéconomique. Mais la violence actuelle a constitué un énorme défi pour le gouvernement du Sud-Soudan (GoSS), qui a dû mettre en œuvre les politiques macroéconomiques nécessaires pour soutenir la croissance économique et les efforts de réduction de la pauvreté. En rejoignant la CAE, le Sud-Soudan accepte de maintenir une faible inflation, un équilibre fiscal et d'enregistrer une croissance économique élevée. Mais la situation macroéconomique résultant du conflit - croissance négative du PIB (-14 % et -6 % en 2015 et 2016, respectivement), déficit budgétaire élevé du gouvernement, supérieur à 20 % en 2016, et inflation galopante - fait qu'il est difficile pour le Sud-Soudan de remplir réellement le critère dans la Communauté d'Afrique de l'Est. En outre, la pleine intégration du pays aux autres pays dépend fortement de l'existence d'infrastructures physiques et d'institutions appropriées. Le Sud-Soudan possède l'une des plus mauvaises infrastructures routières et de communication, et ne dispose pas d'institutions gouvernementales pleinement opérationnelles avant même que la guerre civile n'éclate. Alemayehu et Kayizzi-Mugerwa (2012) affirment également que la collaboration et l'intégration des politiques macroéconomiques constituent une stratégie essentielle pour que le Sud-Soudan fonctionne comme un État viable, en particulier avec le Soudan, car les deux pays ont une longue histoire de liens économiques et partagent une longue frontière commune. En outre, une telle

collaboration macroéconomique et un développement pacifique, notamment entre les deux Soudans, auront donc un effet positif sur l'ensemble de la région.

Les infrastructures physiques, déjà médiocres, ainsi que le manque d'infrastructures immatérielles ont été détruites par les guerres civiles, ce qui rend encore plus difficile l'intégration du Sud-Soudan dans la CAE et les pays de l'IGAD. Par conséquent, le Sud-Soudan ne parvient pas à attirer des investissements directs étrangers (IDE), même de la part de pays membres régionaux, ni à promouvoir son commerce régional et à diversifier son économie dépendante du pétrole ; et il a maintenant du mal à régler ses cotisations aux CER. En septembre 2017, le Soudan du Sud devait payer 6 715 064 dollars d'arriérés pour l'exercice 2016/2017, et 8,37 millions de dollars pour le budget 2017/2018 de la Communauté d'Afrique de l'Est, comme les autres États partenaires (The East African, 2017).

Par conséquent, le pays est très en retard par rapport aux autres pays de la région en termes d'intégration aux CER. Selon le rapport de la CEA (2016) sur l'intégration régionale, le Sud-Soudan est très en retard par rapport à la région dans différentes dimensions de l'intégration régionale, en particulier dans l'intégration commerciale, productive, financière et macroéconomique, ainsi que dans la libre circulation des personnes.

5. Conclusion et implications politiques

Avant même que la guerre civile n'éclate en décembre 2013, le Soudan du Sud avait connu des conflits sporadiques dans tout le pays, impliquant des groupes ethniques ainsi que le gouvernement. Mais l'éruption de la guerre civile en 2013 a aggravé la situation du pays et les difficultés économiques de cette jeune nation. Au-delà de la situation économique, le conflit a conduit à une crise humanitaire régionale affectant de nombreux pays voisins, notamment l'Ouganda, le Soudan et l'Éthiopie. Selon des rapports récents du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), on estime que 1,9 million de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et que près de 2,4 millions de Sud-Soudanais vivent en tant que réfugiés et demandeurs d'asile, principalement en Ouganda, au Soudan et en Éthiopie..

Au cours de ces années, le produit intérieur brut (PIB) du pays s'est considérablement réduit ; en 2016 et 2017, les taux de croissance du PIB ont été enregistrés à -14 % et -6 %, respectivement. La production pétrolière, qui est la seule source de revenus du gouvernement et de recettes en devises, s'est effondrée, passant de 245 000 bpj en 2013 à environ 130 000 bpj en 2017. En conséquence, les recettes d'exportation du pays (dominées par les exportations de pétrole qui constituent environ 99 %) ont diminué de façon considérable, ce qui a contribué à la diminution des réserves de change du pays qui ont atteint un point où elles ne couvrent que cinq semaines d'importations en 2016. Ensuite, le gouvernement a été contraint de laisser sa monnaie s'échanger contre le dollar, ce qui a entraîné une dépréciation continue de la livre sud-soudanaise (SSP), laquelle a à son tour alimenté l'inflation.

En raison de la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole, le conflit a aggravé la volatilité et l'imprévisibilité des exportations. Il est intéressant de noter que les exportations (marchandises) et différentes mesures du conflit (le nombre de conflits et le nombre de décès dus au conflit) semblent fortement corrélées, ce qui suggère un possible effet de rapacité (ou de prix d'État) tel qu'observé dans de nombreux pays africains et d'autres pays exposés aux conflits, dont la Colombie. Cela implique que la forte dépendance du pays vis-à-vis des revenus pétroliers augmente le risque de violence. Mais du côté des importations, le conflit a entraîné la volatilité et la chute des importations du pays en raison de la pénurie de réserves étrangères.

Le Sud-Soudan ne fait pas du tout de commerce avec les pays de la région (d'après les données officielles) malgré son appartenance à la CAE et à l'IGAD. Il est plutôt fortement dépendant de la Chine pour ses exportations comme pour ses importations. Plus de 95 % des exportations du pays (dominées par le pétrole brut) sont destinées

à la Chine, ce qui rend le pays vulnérable au choc mondial des prix des produits de base ainsi qu'au ralentissement et au rééquilibrage économiques en Chine. En raison de ses exportations peu diversifiées, le pays dispose d'un avantage comparatif sur très peu de produits, principalement sur le pétrole brut, les gommés naturelles et les farines de graines oléagineuses. Cela montre que l'avantage comparatif du pays a été affecté par le conflit ; à mesure que le conflit s'intensifie dans le pays, la RCA du pays se réduit à un petit nombre de produits de base et vice versa.

La guerre civile a ravagé l'infrastructure physique du pays et a affaibli davantage les institutions gouvernementales inexistantes. Tous ces facteurs ont rendu plus difficile pour le gouvernement du Sud-Soudan (GoSS) de mettre pleinement en œuvre les politiques macroéconomiques nécessaires, en particulier le critère de convergence macroéconomique. Malgré son adhésion à l'EAC et à l'IGAD, les situations existantes entravent l'intégration du pays dans les économies régionales. Et le pays ne parvient pas à réaliser les avantages perçus de son adhésion aux CER, tels que le fait d'attirer des IDE, de promouvoir son commerce régional et de diversifier son économie dépendante du pétrole.

Implications politiques

Le gouvernement du Sud-Soudan est confronté à des problèmes multiformes, notamment la fragilité politique non résolue, la détérioration de la situation humanitaire et la perturbation des activités économiques, y compris la production pétrolière. Tous ces facteurs ont rendu les perspectives économiques de cette jeune nation peu prometteuses pour les années à venir. Par conséquent, afin d'exploiter pleinement ses ressources naturelles inexploitées autres que le pétrole, le Sud-Soudan doit

- Promouvoir la coexistence pacifique entre les différents groupes ethniques ; et les factions belligérantes du pays doivent respecter l'accord de cessation des hostilités facilité par l'IGAD ;
- Diversifier son économie pour ne plus dépendre du pétrole en améliorant la capacité d'approvisionnement en eau, ce qui pourrait rendre le secteur agricole plus compétitif ;
- Mettre en œuvre des politiques macroéconomiques saines (maintenir des prix stables, veiller à ce que les ratios d'endettement et le compte courant de la balance des paiements soient viables, et mener des politiques fiscales judicieuses) ;
- Harmoniser ses politiques fiscales et monétaires afin de faciliter son intégration dans les économies régionales, en particulier dans la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).
- Renforcer ses institutions qui sont essentielles pour encourager la participation du secteur privé à l'économie et assurer l'état de droit, garantir les droits de propriété et l'exécution des contrats.

Remarques

1. HESPI. 2017. Performance macroéconomique et état de l'industrialisation à l'IGAD. The Horn Economic and Social Policy Institute, Addis-Abeba, Éthiopie.
2. La fragilité est définie comme la combinaison d'une exposition au risque et d'une capacité d'adaptation insuffisante de l'État, du système et/ou des communautés pour gérer, absorber ou atténuer ces risques. La fragilité peut entraîner des résultats négatifs, notamment la violence, l'effondrement des institutions, les déplacements, les crises humanitaires ou d'autres situations d'urgence (OCDE, 2016).
3. Chronologie du profil du Soudan du Sud par la BBC <https://www.bbc.com/news/world-africa-14019202>
4. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Quarterly%20GHA%20Cross%20Border%20Trade%20Bulletin%20July%202017.pdf>
5. La distance d'une économie à la limite est reflétée sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente la performance la plus faible et 100 représente la limite. Par exemple, un score de 75 en 2017 signifie qu'une économie était à 25 points de pourcentage de la limite définie à partir de meilleures performances de toutes les économies et dans le temps. Un score de 80 en 2018 indiquerait que l'économie s'améliore.
6. Enquête sur les entreprises par la Banque mondiale.
7. http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/UNDP_FamineStudy_SouthSudan_2017.pdf
8. Tribune du Soudan. Disponible à <http://www.sudantribune.com/spip.php?article59388>
9. Banque mondiale. 2016. Aperçu économique du Soudan du Sud. Disponible à <http://www.worldbank.org/en/country/southsudan/overview>
10. L'indice d'avantage comparatif révélé (ACR) est utilisé pour évaluer l'avantage comparatif d'un pays dans l'exportation d'un produit spécifique. L'ACR est calculé comme suit :

$$RCA_{ij} = \left[\frac{(X_{ij}/X_{it})}{(X_{wj}/X_{wt})} \right]$$

- Où, X_{ij} et X_{it} désignent respectivement les exportations du pays i du produit j et les exportations totales du pays i . X_{wj} et X_{wt} désignent les exportations mondiales du produit j et les exportations mondiales totales, respectivement.

L'ACR peut prendre une valeur comprise entre zéro et l'infini. Si l'ACR a une valeur supérieure à l'unité, on dit que le pays possède un avantage comparatif révélé dans le produit j .

L'ACR a ses propres limites :

- Il peut être affecté par des barrières commerciales qui déforment la structure des échanges.
- L'indice est illimité pour les produits pour lesquels un pays a un avantage comparatif, alors qu'il est limité pour les produits pour lesquels un pays a un désavantage comparatif.

Pour cette raison, l'étude utilisera l'avantage comparatif révélé symétrique (ACRS), dont la valeur est comprise entre -1 et 1, et est défini à l'aide de la formule suivante.

$$SRCA_{ij} = \frac{RCA_{ij} - 1}{RCA_{ij} + 1}$$

- Où, X_{ij} et X_{it} désignent respectivement les exportations du pays i du produit j et les exportations totales du pays i . X_{wj} et X_{wt} désignent les exportations mondiales du produit j et les exportations mondiales totales, respectivement.

L'ACR peut prendre une valeur comprise entre zéro et l'infini. Si l'ACR a une valeur supérieure à l'unité, on dit que le pays possède un avantage comparatif révélé dans le produit j .

L'ACR a ses propres limites :

- Il peut être affecté par des barrières commerciales qui déforment la structure des échanges.
- L'indice est illimité pour les produits pour lesquels un pays a un avantage comparatif, alors qu'il est limité pour les produits pour lesquels un pays a un désavantage comparatif.

Pour cette raison, l'étude utilisera l'avantage comparatif révélé symétrique (ACRS), dont la valeur est comprise entre -1 et 1, et est défini à l'aide de la formule suivante

Références

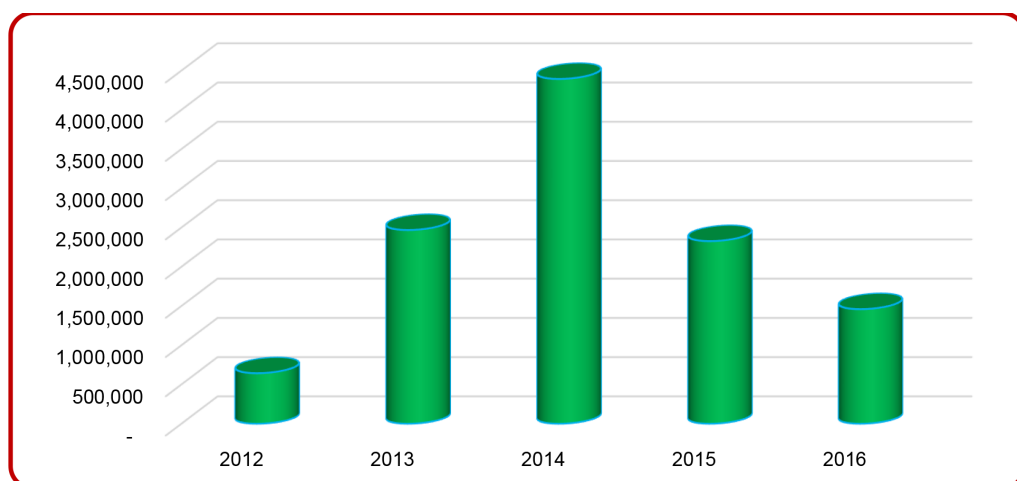
- Abidoye, B. and M. Calì. 2015. "Income shocks and conflict: Evidence from Nigeria". World Bank Policy Research Working Paper No. WPS7213. The World Bank, Washington, D.C.
- African Development Bank Group (AfDB). 2017. *African Economic Outlook: Entrepreneurship and Industrialization*. Abidjan, Cote d'Ivoire: African Development Bank. At <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/theme/Entrepreneurship-and-industrialisation>
- Ahsan, R. and K. Iqbal. 2017. "How does violence affect exporters? Evidence from political strikes in Bangladesh". At SSRN: https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2865272
- Alemayehu, G. 2004. "Does conflict explain Ethiopia's backwardness? Yes! and significantly". Paper presented at Making Peace Work Conference May 2004. WIDER, Helsinki, Finland.
- Alemayehu, G. and D. Befekadu. 2005. "Conflict, post-conflict and economic performance in Ethiopia". In A.K. Fosu and P. Collier, eds., *Post-Conflict Economies in Africa*. International Economic Association Series. London: Palgrave Macmillan.
- Alemayehu, G. and S. Kayizzi-Mugerwa. 2012. "Sudan and South Sudan: Ensuring mutual viability through macroeconomic cooperation". *Zambia Social Science Journal*, 3(1): 45–72.
- Anderton, C.H. and J.R. Carter. 2001. "The impact of war on trade: An interrupted times-series study". *Journal of Peace Research*, 38(4): 445–57.
- Barbieri, K. 2002. "The theories of trade conflict relationship". In *The Liberal Illusion: Does Trade Promote Peace?* pp. 17-42. Michigan: University of Michigan Press.
- Barbieri, K. and J.S. Levy. 1999. "Sleeping with the enemy: The impact of war on trade". *Journal of Peace Research*, 36(4): 463–79.
- Barbieri, K. and J.S. Levy. 2001. "Does war impede trade? A response to Anderton & Carter". *Journal of Peace Research*, 38(5): 619–24.
- Barbieri, K. 1996. Economic Interdependence: A Path to Peace or a Source of Interstate Conflict? *Journal of Peace Research*, Vol. 33, No.1. pp. 29–49
- Berman, N., M. Couttenier, D. Rohner and M. Thoenig. 2014. *This Mine Is Mine! How Minerals Fuel Conflicts in Africa*. OxCarre Research Paper No. 141.
- Blomberg, S.B. and G.D. Hess. 2006. "How much does violence tax trade?" *The Review of Economics and Statistics*, 88(4): 599–612.
- Bruck, T. 1996. "The economic effects of war". M.Phil. Thesis, University of Oxford.
- Calì, M. 2015. *Trading Away from Conflict: Using Trade to Increase Resilience in Fragile States*. Directions in Development. Washington, D.C.: The World Bank.
- Collier, P. 1999. "On the economic consequences of civil war". *Oxford Economic Papers*, 51(1): 168–83.

- Collier, P., & Hoeffler, A. (2002). On the Incidence of Civil War in Africa. *Journal of Conflict Resolution*, 46(1), 13–28. doi:10.1177/0022002702046001002
- Collier, P. and A. Hoeffler. 2004. “Greed and grievance in civil war” *Oxford Economic Papers*, 56: 563–95.
- Collier, P., A. Hoeffler and C. Pattillo. 2004. “Africa’s exodus: Capital flight and the brain drain as portfolio decisions”. *Journal of African Economies*, 13(2): 15–54
- de Groot, O.J., C. Bozzoli and T. Bruck. 2015. “The global economic burden of violent conflict”. Households in Conflict Network Working Paper No. 199. Retrieved from www.hicn.org/wordpress/wp-content/uploads/2012/06/HiCN-WP199.pdf
- Doyle, M. 1997. *Ways of War and Peace: Realism, Liberalism, and Socialism*. New York: Norton.
- Dube, O. and J.F. Vargas. 2013. “Commodity price shocks and civil conflict: Evidence from Colombia”. *The Review of Economic Studies*, 80(4): 1384–1421; <https://doi.org/10.1093/restud/rdt009>
- Fearon, J.D. 2005. “Primary commodity exports and civil war”. *The Journal of Conflict Resolution*, Paradigm in Distress? Primary Commodities and Civil War, 49(4): 483–507.
- Ginzburg, A. and A. Simonazzi. 2005. “Patterns of industrialization and the flying geese model: The case of electronics in East Asia”. *Journal of Asian Economics*, 15: 1051–78.
- Hagre, H., J.R. Oneal and B. Russett. 2010. “Trade does promote peace: New simultaneous estimates of the reciprocal effects of trade and conflict”. *Journal of Peace Research*, 47(6): 763–74.
- International Monetary Fund (IMF). 2017a. *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- International Monetary Fund (IMF). 2017b. *Direction of Trade Statistics*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- International Monetary Fund (IMF). 2009. *Impact of the Financial Crisis on Sub-Saharan Africa*. Washington, D.C.: IMF Africa Department.
- Jones, B. 2013. “Fragile states: Taking part in Africa’s inclusive growth take-off”. *Africa Economic Brief*, 4(4).pp. 1–12.
- Keshk, O.M.G., B.M. Pollins and R. Reuveny. 2004. “Trade still follows the flag: The primacy of politics in a simultaneous model of interdependence and armed conflict”. *Journal of Politics*, 6(4): 1155–
- Kim, H. M., & Rousseau, D. L. (2005). The Classical Liberals Were Half Right (or Half Wrong): New Tests of the ‘Liberal Peace’, 1960–88, *Journal of Peace Research*, 42(5), 523–543. doi: 10.1177/002234330505622579.
- Knight, M., N. Loayza and D. Villanueva. 1996. “The peace dividend: Military spending cuts and economic growth”. *IMF Staff Papers*, 43(1): 1–37.
- Li, Q. and R. Leuveny. 2011. “Does trade prevent or promote interstate conflict initiation?” *Journal of Peace Research*, 48(4): 437–53.
- Magee, C.S. and T.G. Massoud. 2011. “Openness and internal conflict”. *Journal of Peace Research*, 48(1): 59–72.
- Martin, P., M. Thoenig and T. Mayer. 2008. “Civil wars and international trade”. *Journal of the European Economic Association*, 6(2/3): 541–50.

- Maystadt, J-F., G. De Luca, P.G. Sekeris and J. Ulimwengu. 2014. "Mineral resources and conflicts in DRC: A case of ecological fallacy?" *Oxford Economic Papers*, 66(3): 721–49. At <http://oep.oxfordjournals.org/content/66/3/721> .
- Ncube, M., B. Jones and Z. Bicaba. 2014. "Estimating the economic cost of fragility in Africa". AfDB Working Paper Series No. 197. African Development Bank Group.
- OECD. 2016. *States of Fragility 2016: Understanding Violence*. Paris: OECD Publishing. At <http://dx.doi.org/10.1787/9789264267213-en>
- Oneal, J.R. and R.B. Russett. 1997. "The classical liberals were right: Democracy, interdependence, and conflict, 1950-1985". *International Studies Quarterly*, 41: 267–94.
- Polachek, S.W. 1980. "Conflict and trade". *The Journal of Conflict Resolution*, 24(1): 55–78.
- Reuveny, R. 2001. "Bilateral import, export, and conflict/cooperation simultaneity". *International Studies Quarterly*, 45(1): 131–58.
- Ripsman, N.M. and J.F. Blanchard. 1996. "Commercial liberalism under fire: Evidence from 1914 and 1936". *Security Studies*, 6(2): 4–50.
- Rother, B., G. Pierre, D. Lombardo, R. Herrala, P. Toffano, E. Roos, G. Auclair and K. Manasseh. 2016. "The economic impact of conflicts and the refugee crisis in the Middle East and North Africa". IMF Staff Discussion Note, SDN/16/08.
- Spittaels, S. and Y. Weyns. 2014. *Mapping Conflict Motives: The Sudan - South Sudan border*. International Peace Information Service (IPIS).
- The East Africa. 2017. "EAC tells South Sudan to comply with Treaty". Available at <http://www.theeastafrican.co.ke/news/EAC-tells-South-Sudan-to-comply-with-Treaty/2558-4084908-ev7qlfz/index.html>
- UNECA (2016) Africa Regional Integration Index Report 2016, Addis Ababa, Ethiopia. Also available at https://www.integrate-africa.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/ARII-Report2016_EN_web.pdf
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNCHR). 2017. *South Sudan Situation: Regional Updates*, 1-15 July. At <http://www.refworld.org/country,,UNHCR,,SSD,,598429064,0.html>
- World Bank. 2009 "Swimming against the tide: How developing countries are coping with the financial crisis". Background Paper prepared for the G20 Finance Ministers and Central Bank Governors Meeting, Horsham, UK, 13–14 March.
- World Bank. 2017. *World Development Indicators 2017*. Washington, D.C.: The World Bank. At <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26447>

Annexes

Annexe 1 : Exportations d'huiles de pétrole et d'huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux du Sud-Soudan, brutes (en milliers de dollars US)



Source : Carte du commerce du Centre du commerce international.

Annexe 2 : Importations du Soudan du Sud par produits de base (en milliers de dollars US) en 2016.

Sucre de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, sous forme solide	53,400
Médicaments constitués de produits mélangés ou non mélangés à usage thérapeutique ou prophylactique	12,460
Voitures et autres véhicules à moteur	11,214
Riz	10,720
Huile de palme et ses fractions, même raffinées (à l'exclusion de celles chimiquement modifiées)	10,688
Farine du blé	10,499
Farines de céréales	9,768
Ciment, y compris les clinkers	8,132

Source : Centre du commerce international, Trade Map.

Annexe 3 : L'avantage comparatif révélé symétrique (SRCA) pour le Sud-Soudan, 2012-2016¹⁰

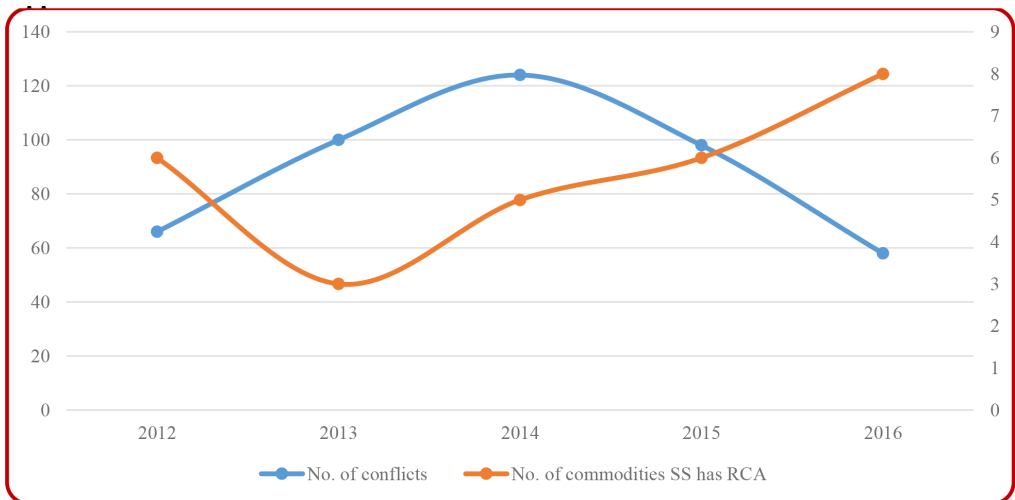
Année	Code de produite	Étiquette du produit	SRCA
2016	'2852	Composés, inorganiques ou organiques, du mercure, de constitution chimique définie ou non (à l'exclusion des amalgames)	0.265
	'4402	Charbon de bois, y compris le charbon de coquilles ou de noix, même aggloméré (à l'exclusion du charbon de bois)	0.387
	'0713	Légumes à cosse secs, écosés, même sans peau ou cassés	0.499
	'1202	Arachides, même sans leurs coques ou brisées (à l'exclusion des arachides grillées ou autrement cuites)	0.524
	'1301	Lac ; gommés, résines, gomme-résine, baumes et autres oléorésines naturelles	0.754
	'1207	Autres graines oléagineuses et fruits oléagineux, même concassés (à l'exclusion des fruits à coque comestibles, des olives)	0.817
	'2709	Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, brutes	0.919
	'1208	Farines et poudres de graines ou de fruits oléagineux (à l'exclusion de la moutarde)	0.931
2015	'4402	Charbon de bois, y compris le charbon de coquilles ou de noix, même aggloméré (à l'exclusion du charbon de bois)	0.164
	'1301	Lac ; gommés, résines, gomme-résine, baumes et autres oléorésines naturelles	0.577
	'4105	Peaux tannées ou en croûte de moutons ou d'agneaux, sans laine, même refendues (à l'exclusion des autres)	0.652
	'1207	Autres graines oléagineuses et fruits oléagineux, même concassés (à l'exclusion des fruits à coque comestibles, olives)	0.660
	'2709	Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, brutes	0.911
	'1208	Farines et poudres de graines ou de fruits oléagineux (à l'exclusion de la moutarde)	0.921
2014	'1207	Autres graines oléagineuses et fruits oléagineux, même concassés (à l'exclusion des fruits à coque comestibles, olives)	0.134
	'1208	Farines et poudres de graines ou de fruits oléagineux (à l'exclusion de la moutarde)	0.589
	'4105	Peaux tannées ou en croûte d'ovins, sans laine, même refendues (à l'exclusion des autres)	0.743
	'2709	Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, brutes	0.861
	'1007	Sorgho à grains	0.926

suite page suivante

Annexe 3 : Conitnué

Année	Code de produit	Étiquette du produit	SRCA
2013	'1301	Lac ; gommes, résines, gomme-résine, baumes et autres oléorésines naturelles	0.029
	'4105	Peaux tannées ou en croûte de moutons ou d'agneaux, sans laine, même refendues (à l'exclusion des autres)	0.833
	'2709	Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, brutes	0.847
2012	'1301	Lac ; gommes, résines, gommes-résines, baumes et autres oléorésines naturelles	0.110
	'0713	Légumes à cosse secs, écosés, même dépouillés ou fendus	0.313
	'4106	Cuir et peaux tannées ou en croûte de chèvres ou de porcs, de reptiles et d'autres animaux.	0.328
	'4103	Autres cuir et peaux bruts, frais, ou salés, séchés, chaulés, picklés ou autrement conservés	0.471
	'2709	Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, brutes	0.832
	'4105	Peaux tannées ou en croûte de moutons ou d'agneaux, sans laine, même refendues (à l'exclusion des autres)	0.973

Source : Calcul des auteurs basé sur le Centre du commerce international (Trade Map).

Annexe 4 : Nombre de conflits et nombre de produits de base pour lesquels SS dispose d'une ACR.

Source : Calcul des auteurs sur la base du Centre du commerce international, Trade Map.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org